

# DEMANDE DE SOUSCRIPTION AUX PARTS SOCIALES DE LA NEF

## MODALITÉS DE SOUSCRIPTION

### ÉTAPE 1

**Complétez, datez et signez** le bulletin de souscription aux Parts Sociales de la Nef ainsi que le formulaire d'auto-certification fiscale et le Questionnaire relatif à l'identification des Personnes Politiquement Exposées qui se trouvent à la suite (obligatoire). Si vous avez déjà rempli le formulaire d'auto-certification et que votre situation fiscale n'a pas changé, ne le remplissez pas.

### ÉTAPE 2

**Si vous êtes nouveau client ou si vous avez souscrit à un produit Nef depuis plus de 12 mois, joignez obligatoirement les pièces justificatives ci-dessous :**

*Cochez les cases au fur et à mesure afin de ne rien oublier.*

- Une pièce d'identité **impérativement en cours de validité** : Carte nationale d'identité recto-verso, passeport ou titre de séjour étranger.
- Un **RIB** (Relevé d'Identité Bancaire).
- Un justificatif de domicile **de moins de trois mois** au nom du titulaire du compte : facture d'électricité, de gaz, d'eau, de téléphonie ou de multimédia, Avis d'échéance de loyer, Taxe d'habitation, Taxe foncière.
- Un justificatif d'activité : dernier avis d'imposition ou de non-imposition complet (toutes les pages).

**Si vous avez souscrit à un produit Nef au cours des 12 derniers mois :**

J'atteste que :

- je n'ai pas changé d'adresse
- ma situation économique n'a pas changée

Si tel est le cas, je ne joins pas de pièces justificatives.

Pour tout changement de domicile ou de situation économique, j'envoie le justificatif correspondant.

**Dans tous les cas, joignez :**

- Un chèque du montant de votre souscription (90 € minimum) établi à votre ordre, avec votre signature au verso du chèque.
- Pour les versements supérieurs à 6 fois les revenus mensuels du titulaire, joignez obligatoirement un justificatif d'origine des fonds. Exemple : tout document attestant de la vente d'un bien immobilier mentionnant les nom et prénom du titulaire et le montant de la vente, attestation de donation, dévolution successorale en cas d'héritage.

### ÉTAPE 3

**Envoyez votre dossier de souscription et l'ensemble des pièces justificatives** à l'adresse suivante :

**La Nef**

Immeuble Woopa  
8 avenue des Canuts  
CS 60032  
69517 Vaulx-en-Velin Cedex

Pour toute question vous pouvez lire notre **Foire Aux Questions** ou contacter un conseiller de la Délégation Particuliers au 04 81 65 00 00 ou [delegation.particuliers@lanef.com](mailto:delegation.particuliers@lanef.com)

CADRE RÉSERVÉ À LA NEF

Remise n° \_\_\_\_\_  
le \_\_\_\_\_

# DEMANDE DE SOUSCRIPTION AUX PARTS SOCIALES DE LA NEF

EXEMPLAIRE : ■ NEF ■ TITULAIRE

## TITULAIRE

N° client (à préciser si vous le connaissez) : \_\_\_\_\_

### INFORMATIONS PERSONNELLES

#### IDENTITÉ

Civilité :  M.  Mme

Nom de naissance : \_\_\_\_\_ Nom marital ou d'usage : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Né(e) le : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_ Dpt : \_\_\_\_\_

Nationalité : \_\_\_\_\_ Deuxième nationalité : \_\_\_\_\_

Situation familiale :  Célibataire  Concubinage  PACS  Séparé(e)  Veuf(ve)  Marié(e)  Divorcé(e)

#### COORDONNÉES

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Mobile : \_\_\_\_\_ Téléphone Fixe : \_\_\_\_\_

Courriel (obligatoire) : \_\_\_\_\_

Je confirme que la Nef pourra me joindre aux coordonnées renseignées à la rubrique « informations personnelles » du présent formulaire. J'ai été informé du fait que l'accès aux services de gestion en ligne de la Nef nécessite la communication d'une adresse courriel valide.

Comment avez-vous connu la Nef ?

 Je suis déjà sociétaire  Entourage  Salon et Manifestations  Internet  Média  
 Groupe local Nef / Sociétaire Nef  Alternatiba  Partenaire Nef  Autre : \_\_\_\_\_

#### INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

Statut professionnel :  Actif (ve)  Demandeur d'emploi  Élève-Étudiant  Sans activité  Retraité(e)Profession :  Agriculteur exploitant  Artisan, commerçant, chef d'entreprise  Profession intermédiaire Cadre  Employé  Ouvrier Autre, précisez : \_\_\_\_\_

Secteur d'activité : \_\_\_\_\_

Afin d'appliquer la réglementation relative à la Lutte Contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme, nous vous demandons d'indiquer les informations ci-dessous :

#### Revenus nets mensuels

Nature des revenus

 Salaires et traitements : \_\_\_\_\_ € nets mensuels Pensions de retraite : \_\_\_\_\_ € nets mensuels Revenus fonciers : \_\_\_\_\_ € nets mensuels Autres ressources (nature à préciser : \_\_\_\_\_) : \_\_\_\_\_ € nets mensuels Prélèvements sur le compte de l'exploitant (entrepreneurs individuels) : \_\_\_\_\_ € nets mensuels

**Patrimoine net global**

Pour l'évaluation du montant total de votre patrimoine, vous devez estimer la valeur de votre résidence principale ; votre (vos) résidence(s) secondaire(s) ; vos biens immobiliers locatifs ; vos placements financiers (assurance-vie, épargne salariale, livrets, parts de sociétés, etc.) ; votre (vos) véhicule(s) ; vos autres biens (bijoux, œuvres d'art, etc.).

< 150 000 €     150 001 € - 300 000 €     300 001 € - 450 000 €     450 001 € - 600 000 €     600 001 € - 800 000 €     800 001 € - 1 300 000 €     > 1 300 000 €

**Origine des fonds déposés**

Épargne sur revenus     Héritage     Donation     Produit d'une vente immobilière     Autres : \_\_\_\_\_

Pour les versements supérieurs à 6 fois les revenus mensuels du titulaire, joindre obligatoirement un justificatif d'origine des fonds. La Nef se réserve le droit de vous demander un justificatif complémentaire.

**SOUSCRIPTION****QUESTIONS DE COMPRÉHENSION**

La souscription de parts sociales étant un placement à long terme comportant des risques de perte en capital et avec un taux de rémunération limité, la réglementation nous demande de vous poser les questions de compréhension suivantes :

- Les parts sociales sont-elles un placement long terme dont la liquidité n'est pas garantie ?  Oui  Non
  - La valeur de remboursement des parts sociales comporte-t-elle des risques de perte en capital et leur rachat obéit-il à une procédure spécifique ?  Oui  Non
  - La rémunération des parts de capital est-elle versée sous forme d'intérêt appelé dividende dont le montant est voté annuellement par l'assemblée générale et plafonné par la Loi ?  Oui  Non
  - L'objectif de cet investissement est-il de soutenir la Nef en plaçant de l'argent à moyen/long terme ?  Oui  Non
  - Avec cette souscription, le montant total des parts détenue à la Nef représente-t-il moins de 25% de mon épargne globale ?  Oui  Non
- Si ce n'est pas le cas, un conseiller prendra contact avec vous pour étudier la pertinence de cette souscription.

**SOUSCRIPTION AUX PARTS SOCIALES**

Nombre de parts souscrites : \_\_\_\_\_ parts de 30 € = \_\_\_\_\_ €

Écrire le nombre de parts sociales en toutes lettres : \_\_\_\_\_ parts.

Je suis informé(e) que les éléments réglementaires liés à l'assemblée générale de la Nef (convocation, éléments de vote à distance, documents d'informations) sont envoyés par voie électronique. **Merci de cocher la case suivante si vous préférez recevoir tous ces éléments par courrier postal :**

**RÈGLEMENT**

- Règlement par chèque à la Nef du montant de ma souscription, émis depuis un compte à mon nom, établi à mon ordre et signé au dos.
- Règlement par débit de mon Livret Nef pour la souscription des parts sociales.

**FISCALITÉ**

La loi de finances 2020 (n°2019-1479 du 28 décembre 2019) a apporté une modification substantielle au dispositif d'avantage fiscal dont bénéficiaient les parts sociales de la Nef.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, nous ne pouvons garantir que la souscription de parts sociales Nef pourra bénéficier de la déduction fiscale, c'est pourquoi, nous n'émettons plus d'attestation fiscale jusqu'à clarification de la situation.

Pour en savoir plus sur l'évolution de l'éligibilité des parts sociales de la Nef à l'avantage fiscal, rendez-vous sur le site de la Nef : <https://www.lanef.com/actualites/parts-sociales-avantage-fiscal/>.

## ACCEPTATION DES CONDITIONS ET SIGNATURES

Je certifie sur l'honneur que les informations fournies sur ce formulaire, qui sont nécessaires à la souscription de mes parts sociales Nef, sont exactes et sincères.

Je m'engage à informer la Nef de tout changement pouvant affecter ma situation et notamment en cas de changement de ma résidence permanente, ainsi que de tout changement de circonstances rendant les informations contenues dans le présent bulletin incorrectes.

Je reconnais accepter l'ensemble des conditions liées à la souscription ainsi que les caractéristiques des parts sociales décrites dans le présent bulletin, les statuts, le Document d'Information Synthétique (DIS) ou le Prospectus encadrant la levée de fonds de la Nef, consultables sur [www.lanef.com](http://www.lanef.com).

J'ai bien noté que la Nef répartira au mieux ma souscription en fonction des parts sociales commercialisées.  
Le directoire définit chaque année la règle d'attribution de parts A et B.

Je reconnais avoir été informé de mon droit de rétractation dans un délai de 14 jours calendaires (fiche précontractuelle). Je peux exercer ce droit en téléchargeant le bordereau de rétractation sur [www.lanef.com](http://www.lanef.com).

J'atteste avoir reçu et pris connaissance de l'information précontractuelle des Parts sociales.

La remise du présent formulaire n'engage pas la Nef qui se réserve la décision de procéder ou non à la souscription des parts sociales demandée.

J'atteste avoir conservé une copie du présent bulletin.

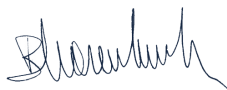
J'accepte que la Société Financière de la Nef, en sa qualité de responsable de traitement, collecte et traite des données me concernant pour la création, la gestion et le suivi de mon contrat, conformément aux réglementations en vigueur. Pour davantage de détails sur le traitement de mes données, notamment la durée de conservation, les destinataires ainsi que mes droits dont je dispose, je peux consulter la notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel de La Nef présente sur le site [www.lanef.com](http://www.lanef.com).

**Pour finaliser votre souscription, merci de cocher la case concernant le traitement des données à caractère personnel.**

J'accepte de recevoir des offres de la Nef pour des produits et services non analogues à ceux souscrits aujourd'hui :  oui  non  
J'accepte que la Nef m'envoie des offres de ses partenaires :  oui  non

Fait à : \_\_\_\_\_ le : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Signature du Président du Directoire :



Bernard Horenbeek

Signature du titulaire :



Le label Finansol garantit  
la solidarité et la transparence des produits d'épargne de la Nef ainsi que de ses parts sociales.  
**Le capital investi (parts sociales) n'est pas garanti.**  
Plus d'informations sur [www.finance-fair.org](http://www.finance-fair.org).

Garantie des dépôts dans les Établissements de Crédit : Conformément à l'article L.312-4 et suivants du Code Monétaire et Financier, les établissements de crédit agréés en France adhèrent à un fonds de garantie des dépôts qui a pour objet d'indemniser les déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts ou autres fonds remboursables. Le Fonds de Garantie des Dépôts et des Résolutions, créé par la loi du 25 juin 1999 sur l'épargne et la sécurité financière, a pour mission principale d'indemniser aussi rapidement que possible les déposants, mais dans certaines conditions et en particulier dans la limite d'un plafond de 100 000 €, lorsque l'établissement auquel ils ont confié leurs avoirs ne peut plus faire face à ses engagements. Pour plus de détails : [www.garantiedesdepots.fr](http://www.garantiedesdepots.fr).

CADRE RÉSERVÉ À LA NEF

Référence client : \_\_\_\_\_

# FORMULAIRE D'AUTO-CERTIFICATION FISCALE DESTINÉ AUX PERSONNES PHYSIQUES

Cette auto-certification de résidence à des fins fiscales doit être remplie par les titulaires du compte personnes physiques ou par les titulaires du compte professionnel (en qualité de personne physique agissant à titre professionnel. Ex : Entreprise Individuelle, Micro-entreprise/Auto-entreprise, EIRL). Elle a pour vocation de permettre à la Nef de se conformer à ses obligations dans le cadre de la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale<sup>1</sup>.

À ce titre, la Nef doit effectuer les diligences d'identification qui lui incombent et remplir des obligations déclaratives annuelles à l'égard de l'administration fiscale française (l'auto-certification ne sera valide que si les champs signalés par un \* sont complétés).

## IDENTIFICATION DU CLIENT

Nom de naissance\* : \_\_\_\_\_ Prénom\* : \_\_\_\_\_

Nom d'usage : \_\_\_\_\_

Date de naissance (jj/mm/aaaa)\* : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ Pays de naissance\* : \_\_\_\_\_

Adresse de résidence\* : \_\_\_\_\_

Représentant légal \* (si le client est un mineur ou un majeur protégé) :

Nom de famille\* : \_\_\_\_\_ Prénom\* : \_\_\_\_\_

Date de naissance (jj/mm/aaaa)\* : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ Pays de naissance\* : \_\_\_\_\_

### **Veillez compléter si vous êtes un entrepreneur individuel\* :**

Dénomination de l'entreprise\* : \_\_\_\_\_

Adresse du siège social\* : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

N° RCS ou RM\* : \_\_\_\_\_ Lieu d'enregistrement : \_\_\_\_\_

Autres numéros d'identification : \_\_\_\_\_

### **Avez-vous la nationalité/citoyenneté américaine (États-Unis d'Amérique) ?\***

 Oui<sup>2</sup> Non

## RÉSIDENTIE FISCALE DU CLIENT

Veillez indiquer ci-dessous, votre ou vos pays de résidence fiscale, en toutes lettres, y compris le cas échéant la France.

PAYS DE RÉSIDENCE FISCALE *	NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) *

### **CADRE RÉSERVÉ À LA NEF**

Raisons justifiant les incohérences/contradictions relevées entre les déclarations effectuées dans cette auto-certification et les autres informations dont dispose la Nef et communiquer tout justificatif demandé.

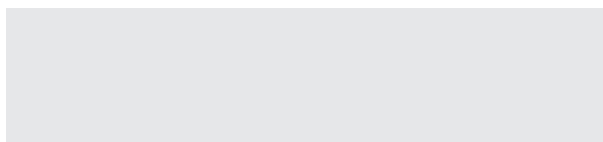
**DÉCLARATION DU CLIENT**

Je certifie l'exactitude et l'exhaustivité des informations renseignées ci-dessus, via mes propres déclarations et sous ma responsabilité, et je m'engage à informer immédiatement la Nef de tout changement de situation nécessitant la mise à jour de cette déclaration.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts, falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ou faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié est puni, conformément à l'article 441-7 du Code pénal, d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende. Ces peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 € d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

Fait à \* \_\_\_\_\_ Le \* \_\_\_\_\_

Signature du client (ou du représentant légal si mineur) attestant l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus\* :

**DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les données à caractère personnel ainsi recueillies vous concernant sont obligatoires et ont pour finalité le respect de la réglementation concernant l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale. Ces données sont destinées à la Nef responsable du traitement ainsi que, le cas échéant, à l'administration fiscale française pour transmission à l'administration fiscale de votre(vos) pays de résidence fiscale si la réglementation concernant l'échange automatique d'information l'exige.

À défaut de communiquer tout ou partie de ces données ou d'incohérences/contradictions non justifiées entre les affirmations déclarées dans cette auto-certification et les autres informations dont dispose la Nef, ce dernier réalisera cette déclaration sur la base des indices de résidences fiscales déjà connus de la Nef, si la réglementation concernant l'échange automatique d'informations l'exige.

Nous vous rappelons que vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles vous concernant que vous pourrez exercer auprès de la Nef par courrier accompagné d'une photocopie de tout document d'identité signé.

1 La réglementation concernant l'échange automatique d'informations (EAI) relatif aux comptes en matière fiscale vise :

- La loi n° 2014-1098 du 29 septembre 2014 ratifiant l'Accord intergouvernemental entre la France et les États-Unis d'Amérique en vue d'améliorer le respect des obligations fiscales à l'échelle internationale et de mettre en œuvre la loi relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers (dite « Loi FATCA ») ;
- La directive 2014/107/UE du Conseil du 9 octobre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'information dans le domaine fiscal ;
- L'accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatif aux comptes financiers signé par la France le 29 octobre 2014 et la Norme commune de déclaration approuvée par le Conseil de l'OCDE le 15 juillet 2014 (ci-après « NCD »).

2 Si vous avez répondu oui, il convient d'indiquer « États-Unis d'Amérique » en pays de résidence fiscale ainsi que le Numéro d'Identification Fiscale américain dans la section II relative à la résidence fiscale du client. En cas de résidences fiscales multiples, il convient de compléter le tableau des éléments requis.

# QUESTIONNAIRE RELATIF À L'IDENTIFICATION DES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES

(Articles L. 561-10 2° et R. 561-18 du Code monétaire et financier)

## IDENTIFICATION DU CLIENT

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Date de naissance : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ Lieu de naissance : \_\_\_\_\_  
Pays de résidence : \_\_\_\_\_

## QUESTIONNAIRE

### 1) Avez-vous exercé au cours des 12 derniers mois des fonctions politiques, juridictionnelles ou administratives parmi celles énumérées au I de l'article R.561-18 du CMF ?

Au sens de l'article R.561-18 du Code Monétaire et Financier et de l'arrêté du 17 mars 2023, sont considérées comme des personnes politiquement exposées :

- Pour le compte de l'**État français**, les fonctions **politiques, juridictionnelles ou administratives** suivantes :

Le **Président de la République**, Le **Premier ministre**, Les **membres du Gouvernement**, Le **Président du Sénat**, Le **Président de l'Assemblée nationale**

Les **députés et sénateurs**

Les **présidents** et, le cas échéant, les **membres des organes exécutifs des partis ou groupements politiques** soumis aux dispositions de la loi n° 88-27 du 11 mars 1988 ou les personnes qui, quel que soit leur titre, exercent des fonctions équivalentes à celles précitées

Le **Président** et les **membres du Conseil constitutionnel**

Les **membres du Conseil d'Etat** mentionnés à l'article L. 121-2 du code de justice administrative, à l'exception des conseillers d'Etat en service extraordinaire n'exerçant pas de fonctions juridictionnelles

Les **magistrats de la Cour de comptes** mentionnés à l'article L. 112-1 du code des juridictions financières

Les **membres de la Cour de cassation** mentionnés aux 1°, 2°, 3°, 4°, 6°, 7°, 8° et 9° de l'article R. 421-1 du code de l'organisation judiciaire ainsi que les membres en service extraordinaire mentionnés à l'article 40-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature

Le **secrétaire général du Conseil constitutionnel** mentionné à l'article 1er du décret n° 59-1293 du 13 novembre 1959 relatif à l'organisation du secrétariat général du Conseil constitutionnel

Les **membres du Conseil général de la Banque de France** mentionnés à l'article L. 142-3 du code monétaire et financier

Les **ambassadeurs** ou **chargés d'affaires** mentionnés aux articles 1er et 13 du décret n° 79-433 du 1er juin 1979 relatif aux pouvoirs des ambassadeurs et à l'organisation des services de l'Etat à l'étranger

Le **chef d'état-major** mentionné à l'article R.\* 3121-1 du code de la défense et les **chefs d'état-major** de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air mentionnés à l'article R.\* 3121-25 du même code

Les personnes qui, au sein des sociétés, établissements publics et autres personnes morales mentionnées aux 1° à 3° du III de l'article 11 de la loi du 11 octobre 2013 susvisée, exercent les fonctions de directeur général, directeur général délégué, de directeur général unique, de membre du directoire, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ou, quel que soit leur titre, des fonctions équivalentes à celles précitées.

Les personnes qui, au sein des sociétés, établissements publics et autres personnes morales mentionnées au 5° du III de l'article 11 de la loi du 11 octobre 2013 susvisée dont le chiffre d'affaires annuel, au titre du dernier exercice clos avant la date de nomination des intéressés, dépasse 50 millions d'euros, exercent les fonctions de directeur général, directeur général délégué, de directeur général unique, de membre du directoire, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ou, quel que soit leur titre, des fonctions équivalentes à celles précitées.

- Pour le compte d'un **État étranger** ou d'une **organisation internationale publique** :

**Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national** ou de la **Commission européenne**

**Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique** soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger

**Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction** dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours

**Membre d'une cour des comptes**

**Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale**

**Ambassadeur ou chargé d'affaires**

**Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée**

**Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique**

**Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité**

Non

Oui et je les exerce toujours

Oui mais je ne les exerce plus

> Description de la fonction exercée/mandat/pouvoirs : \_\_\_\_\_

> Etat ou organisation pour le compte duquel ces fonctions sont ou étaient exercées : \_\_\_\_\_

Date d'entrée en fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Date de sortie de fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

**2) Un membre direct de votre famille (conjoint, concubin notoire, PACS ou contrat de partenariat étranger, ascendant au premier degré, enfant ou son conjoint), ou un de vos associés a-t-il exercé au cours des 12 derniers mois de telles fonctions pour le compte de la France, d'un autre État ou d'une organisation internationale ?**

Non pas à ma connaissance

Première personne concernée

Oui et il les exerce toujours

Oui mais il ne les exerce plus

> Description du lien : \_\_\_\_\_

> Nom et prénom de la personne concernée : \_\_\_\_\_

> Description de la fonction exercée : \_\_\_\_\_

> Pays ou organisation internationale : \_\_\_\_\_

Date d'entrée en fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Date de sortie de fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Seconde personne concernée

Oui et il les exerce toujours

Oui mais il ne les exerce plus

> Description du lien : \_\_\_\_\_

> Nom et prénom de la personne concernée : \_\_\_\_\_

> Description de la fonction exercée : \_\_\_\_\_

> Pays ou organisation internationale : \_\_\_\_\_

Date d'entrée en fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

Date de sortie de fonction :

\_\_\_ / \_\_\_ / \_\_\_

#### ACCEPTATION DES CONDITIONS ET SIGNATURE

J'accepte que la Société Financière de la Nef, en tant que responsable de traitement des données à caractère personnel, recueille des données me concernant. Les informations m'expliquant pourquoi et comment la Société Financière de la Nef utilisera mes données, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont je dispose, figurent dans la Notice d'information sur la protection des données personnelles présente sur le site internet [www.lanef.com](http://www.lanef.com).

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_

Signature :